

Février 2014



منظمة الأغذية
والزراعة للأمم
المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food and
Agriculture
Organization
of the
United Nations

Organisation des
Nations Unies
pour
l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones Unidas
para la
Alimentación y la
Agricultura

Conférence régionale pour l'Afrique

VINGT-HUITIÈME SESSION

Tunis (Tunisie), 24-28 mars 2014

RAPPORT SUR LES RECOMMANDATIONS FORMULEES A LA VINGT-SEPTIEME CONFERENCE REGIONALE POUR L'AFRIQUE

Table des matières

- I. Rapport sur les activités de la FAO en Afrique au cours de l'exercice biennal 2010–2011
- II. Programme de travail et budget 2012-2013 et domaines d'action prioritaires dans la région Afrique pour le prochain exercice biennal 2014-2015
- III. Questions relevant de la décentralisation
- IV. Autres questions: Programme de travail pluriannuel 2012–2015 de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique
- V. Questions relatives aux politiques régionales et mondiales et questions relatives à la réglementation: L'enjeu de la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) en 2012-2013
- VI. Questions relatives aux politiques régionales et mondiales et questions relatives à la réglementation: Partenariats public-privé à l'appui des programmes agricoles: assurer la subsistance et créer de la richesse
- VII. Questions relatives aux politiques régionales et mondiales et questions relatives à la réglementation: Dialogue entre parties prenantes sur le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition

Résumé

Le présent rapport expose les activités engagées pour donner suite aux recommandations formulées à la vingt-septième session de la Conférence régionale pour l'Afrique qui doivent être portées à l'attention du Conseil et de la Conférence. Ces recommandations plaçaient l'accent sur les activités menées par la FAO en 2010-2011 et sur les domaines d'action prioritaires dans la région Afrique pour l'exercice biennal suivant le Programme de travail et budget 2012-2013. Les résultats obtenus dans le cadre du processus de décentralisation de la FAO font foi des efforts consentis jusqu'ici au niveau régional pour prêter un appui attentif et réactif aux

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org



mj642f

différents pays. Le rapport met en relief les grands enjeux et les initiatives ou activités engagées concernant l'application des politiques régionales qui, grâce à la collaboration avec les principaux partenaires, visent à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

Rapport sur les recommandations formulées à la vingt-septième Conférence régionale pour l'Afrique

Le tableau ci-dessous rend compte des progrès accomplis en matière de mise en œuvre des recommandations formulées à la vingt-septième Conférence régionale pour l'Afrique. Certaines recommandations sont abordées dans d'autres documents de la vingt-huitième session de la Conférence régionale. Le tableau présente un résumé des mesures prises afin de donner suite à chaque recommandation et renvoie, s'il y a lieu, au document pertinent de la vingt-huitième session de la Conférence régionale.

Le nombre indiqué dans le tableau correspond à celui que l'on trouve dans le résumé des principales recommandations formulées à la vingt-septième session de la Conférence régionale, telles qu'elles apparaissent dans le rapport de la session. On a recopié les recommandations **en gras** dans la colonne de gauche et indiqué les principaux résultats obtenus dans celle de droite.

On a utilisé un outil de suivi des recommandations, initialement proposé par les représentants du Groupe Afrique, et des tableaux intermédiaires ont été présentés au Président du Groupe Afrique en novembre 2012 et au Président de la vingt-septième session de la Conférence régionale en mai 2013.

I. Rapport sur les activités de la FAO en Afrique au cours de l'exercice biennal 2010–2011	
RECOMMANDATION	OBSERVATIONS
<p>36. La Conférence s'est félicitée de l'attention accordée par le Bureau régional pour l'Afrique à la gestion axée sur les résultats et a vivement recommandé que des ressources financières soient allouées à la création d'une cellule de suivi et d'évaluation au sein de ce Bureau afin de mieux contrôler, évaluer et mesurer les résultats.</p>	<p>Dans le cadre des efforts consentis afin de renforcer la gestion axée sur les résultats, deux spécialistes (un consultant en suivi et évaluation et un chargé de projets) sont employés au Bureau régional pour l'Afrique et apportent leur concours aux fonctions de suivi et d'évaluation du groupe chargé de l'établissement du programme et du budget. On a aussi créé un réseau d'agents chargés du suivi et de l'évaluation et de coordonnateurs dans les bureaux de pays et les bureaux régionaux.</p> <p>Les agents chargés du suivi et de l'évaluation du Bureau régional pour l'Afrique ont participé à l'élaboration du nouveau cadre stratégique pour l'Organisation et du système global de suivi et d'évaluation de l'Organisation. Moyennant une étroite collaboration avec le réseau de suivi-évaluation, les priorités régionales approuvées pour 2012-2013 lors de la vingt-septième Conférence pour l'Afrique ont aussi été définies sous la forme d'un ensemble de produits et résultats mesurables et d'indicateurs correspondants. Un rapport axé sur les résultats a été rédigé à partir des données collectées en suivant les indicateurs relatifs à l'exercice biennal 2012-2013.</p>

II. Programme de travail et budget 2012-2013 et domaines d'action prioritaires dans la région Afrique pour le prochain exercice biennal 2014-2015	
RECOMMANDATIONS	OBSERVATIONS
48. La Conférence a approuvé le processus de réflexion stratégique lancé par le Directeur général de la FAO et a confirmé que les grands défis correspondaient bien aux conditions qui prévalent dans la région.	<p>Le nouveau cadre stratégique et le Plan à moyen terme 2014-2017¹ ont été mis au point en tenant compte des priorités et défis de la région, et ont été approuvés par la Conférence de la FAO en juin 2013.</p> <p>ARC/14/5</p> <p>ARC/14/6 et ARC/14/7</p>
49. La Conférence a approuvé les domaines prioritaires du Bureau régional pour l'Afrique pour 2012-2013 et 2014-2015, à savoir élargir le champ d'application de la productivité agricole aux forêts, à la pêche, à l'élevage et à l'aquaculture et centrer l'attention sur l'approche par chaîne de valeur, la gestion de l'eau, les infrastructures immatérielles et le changement climatique.	<p>Les nouveaux objectifs stratégiques (en particulier de l'Objectif stratégique 2) et les initiatives régionales par lesquelles les trois voies d'action (objectifs stratégiques de l'Organisation, priorités régionales et cadres de programmation par pays) se concrétiseront en 2014-2015 partent du principe que la productivité agricole englobe aussi les forêts, l'élevage, la pêche et l'aquaculture, et mettent l'accent sur les chaînes de valeur, la gestion de l'eau et le changement climatique.</p> <p>ARC/14/5</p>
50. La Conférence a vivement recommandé que le Conseil de la FAO alloue des ressources budgétaires et humaines plus importantes pour régler les problèmes prioritaires de la région Afrique.	<p>Afin de traiter les priorités régionales, le budget du programme de terrain s'élevait à un montant total de 332 millions d'USD en 2012. Il était de 291 millions d'USD en 2011 et de 272 millions d'USD en 2010. En 2013, il s'élevait à 421 millions d'USD. Au 9 décembre 2013, 90 pour cent des crédits ouverts au titre du Programme de coopération technique (PCT) ont été alloués afin de traiter les domaines prioritaires de la région (35 639 925 USD), dans le cadre de 129 projets. Vingt pays ont utilisé des fonds du PCT afin de mettre au point leur cadre de programmation nationale.</p>

¹ C 2013/7 et C 2013/3.

56. La Conférence a approuvé les projets pilotes de gestion axée sur les résultats (GAR) pour le développement de chaînes de valeur du manioc et du maïs dans une approche pluridisciplinaire et multipartite, qui permettra de tester de nouvelles manières de travailler et d'établir des partenariats en vue d'atteindre des résultats tangibles.	Deux projets pilotes à l'appui de la gestion axée sur les résultats de la chaîne de valeur du manioc et du maïs au Ghana et en République démocratique du Congo ont été approuvés en vue de leur mise en œuvre, notamment sous la forme d'interventions intégrées dans l'initiative régionale pilote sur la pauvreté rurale au Ghana. Les études menées sur le manioc et le maïs en vue de définir des solutions techniques et stratégiques qui doivent être envisagées dans le cadre des projets pilotes sont à présent terminées et peuvent servir de documents de référence pour les actions engagées.
---	---

III. Questions relevant de la décentralisation	
RECOMMANDATIONS	OBSERVATIONS
59. La Conférence a recommandé que les fonctions de liaison avec les communautés économiques régionales et l'Union africaine soient renforcées dans la région et, dans cette perspective, que les crédits budgétaires soient suffisamment augmentés pour que ces fonctions puissent être assurées de manière efficace.	<p>Le poste de coordonnateur sous-régional est passé au grade D2 et a été pourvu en janvier 2013, avec des fonctions de liaison avec l'Union africaine et la Commission économique pour l'Afrique (CEA).</p> <p>ARC/14/6 et ARC/14/7</p>
61a. La Conférence a approuvé le projet de décentralisation de la FAO, qui se fonde sur la création de pôles techniques plus flexibles et plus novateurs, l'établissement d'une typologie de bureaux de pays axée sur les besoins et la prise en compte de facteurs supplémentaires, autres que le revenu par habitant, lors de l'application des modèles.	<p>ARC/14/6 et ARC/14/7</p> <p>Deux nouveaux postes ont été créés à Addis-Abeba et à Gaborone afin d'améliorer la liaison et la coopération avec, respectivement, l'Union africaine et la Communauté de développement de l'Afrique australe. Des négociations sont en cours pour que les représentations de la FAO en Guinée équatoriale, en Afrique du Sud et au Nigéria deviennent des bureaux de liaison et de partenariat dotés de plus de personnel et organisés suivant un modèle plus souple.</p>
63. La Conférence a approuvé l'intégration des programmes d'urgence et de développement et recommandé un transfert de pouvoirs, de ressources humaines et de ressources financières au Bureau régional pour l'Afrique, aux bureaux sous-régionaux et aux bureaux des représentants de la FAO dans les pays.	<p>L'intégration des programmes d'urgence et de développement a été achevée dans 45 pays. Le Bureau régional pour l'Afrique a été étoffé grâce au recrutement de huit chargés des programmes de renforcement de la résilience, qui participent pleinement au programme régional intégré. Plusieurs chargés des opérations ont été affectés au niveau national.</p>

IV. Autres questions: Programme de travail pluriannuel 2012–2015 de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique

RECOMMANDATIONS	OBSERVATIONS
<p>68. La Conférence a demandé à la FAO de mettre en place des mécanismes de suivi afin de contrôler de manière systématique la mise en œuvre des recommandations de la Conférence régionale et de favoriser des contacts réguliers entre le Président de la Conférence régionale, la direction de la FAO, les ministres africains et le groupe Afrique des représentants auprès de la FAO.</p>	<p>Le Président a fait rapport au Conseil de la FAO en 2012 et 2013, y compris événements parallèles, ainsi qu'à la Conférence de la FAO en 2013. La FAO présente ses activités à diverses instances régionales (notamment au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique de l'Union africaine et aux communautés économiques régionales).</p>
<p>68. La Conférence a demandé au Bureau régional de la FAO de mettre en place des mécanismes de suivi afin de contrôler de manière systématique la mise en œuvre et les recommandations de la Conférence et de favoriser des contacts réguliers entre le Président de la Conférence régionale, la direction de la FAO et d'autres organes directeurs concernés.</p>	<p>Élaboration d'un tableau de suivi, selon les indications communiquées par les représentants du Groupe Afrique à Rome, qui permet de mesurer les progrès accomplis par rapport aux recommandations de la vingt-septième session de la Conférence régionale; présentation des progrès accomplis au Président du Groupe Afrique à Rome en novembre 2012 et au Groupe Afrique à Rome en avril 2013; communication et réunions avec le Président du Groupe Afrique à Rome; communication avec le Président de la Conférence régionale par l'intermédiaire du Représentant de la FAO au Congo.</p> <p>Présentation des progrès accomplis au Président du Groupe Afrique à Rome en novembre 2012 et au Groupe Afrique à Rome en avril 2013; communication et réunions avec le Président du Groupe Afrique à Rome; communication avec le Président de la Conférence régionale par l'intermédiaire du Représentant de la FAO au Congo.</p>

V. Questions relatives aux politiques régionales et mondiales et questions relatives à la réglementation: L'enjeu de la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) en 2012-2013	
RECOMMANDATIONS	OBSERVATIONS
13. La Conférence a encouragé la FAO à collaborer avec ses partenaires de la région et du continent en vue d'une évaluation complète du processus du PDDAA ainsi que pour faciliter la transmission de savoirs entre pairs de différents pays, avec pour objectif de recenser les principaux facteurs de succès.	<p>La FAO collabore avec l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, la Commission de l'Union africaine et d'autres partenaires du développement à l'organisation d'une réunion sur le dixième anniversaire du PDDAA ayant pour thème: «L'inventaire de la mise en œuvre du Programme dans les pays, l'alignement des donateurs et la consultation sur l'appui à l'élan créé par le PDDAA». Les travaux préparatoires sont conduits dans certains pays en vue d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des plans nationaux d'investissement agricole du PDDAA et de définir des domaines prioritaires dans chaque pays.</p>
14. La Conférence a instamment demandé à la FAO de continuer à soutenir les pays, les communautés économiques régionales et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA). La Conférence a en outre demandé à la FAO un appui pour l'examen des politiques et des budgets, le renforcement institutionnel et l'établissement de partenariats de financement novateurs.	<p>Quarante pays ont signé un pacte et 28 ont élaboré des plans d'investissement. En 2013, la FAO a continué de soutenir les pays et les communautés économiques régionales dans le cadre de l'élaboration du PDDAA en Afrique centrale, orientale et australe. L'Organisation a renforcé les capacités nationales de six pays d'Afrique subsaharienne dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre du PDDAA. La collaboration de la FAO avec quatre pays du Partenariat pour mettre un terme à la faim en Afrique contribue à l'intégration de la protection sociale dans les pactes du PDDAA. La FAO aide les communautés économiques régionales à élaborer leurs programmes sous-régionaux du PDDAA.</p>
17. La Conférence a plaidé pour que les pays accroissent les crédits budgétaires alloués aux investissements publics jouant un rôle catalyseur et pour qu'ils accélèrent les réformes politiques et réglementaires nécessaires pour attirer les investissements du secteur privé.	<p>Une étude est en cours, à partir d'exemples concrets, sur les résultats économiques des pays ayant alloué 10 pour cent de leurs crédits budgétaires à l'agriculture (Maputo, Suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique du Bureau régional pour l'Afrique). Les résultats obtenus sur les crédits budgétaires, l'investissement (<i>La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture</i>) et les pratiques optimales du PDDAA ont été présentés à la réunion 2013 de la plateforme de partenariat du PDDAA et dans le cadre d'autres tribunes. Un événement de sensibilisation (réunion de haut niveau pour l'Afrique)</p>

	a été organisé à Addis-Abeba du 30 juin au 1 ^{er} juillet 2013.
19. La Conférence a recommandé aux pays de renforcer l'intégration des associations de producteurs et des organisations de la société civile et du secteur privé, et en particulier des petits producteurs, des femmes et des jeunes, dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre du PDDAA, et leurs capacités à cet effet.	<p>L'élaboration du PDDAA est un processus ouvert. La FAO appuie les parties prenantes nationales et l'Organisation panafricaine des producteurs agricoles par le biais du Programme de coopération technique (PCT) avec le NEPAD. Le PCT est en cours d'élaboration avec le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) et la Plateforme sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC). Des parties prenantes s'engagent dans les pays dans le cadre du Partenariat pour en finir avec la faim en Afrique.</p> <p>Une base de données sur les organisations de la société civile a été élaborée en collaboration avec les bureaux de pays. Elle fournit des renseignements sur 38 pays et sera utilisée pour renforcer les partenariats aux niveaux national (cadres de programmation par pays), sous-régional et régional, pour appuyer la mise en œuvre de la stratégie récemment adoptée sur la société civile et pour orienter la sélection des organisations de la société civile.</p>

VI. Questions relatives aux politiques régionales et mondiales et questions relatives à la réglementation: Partenariats public-privé à l'appui des programmes agricoles: assurer la subsistance et créer de la richesse	
RECOMMANDATIONS	OBSERVATIONS
27a. La Conférence a demandé à la FAO de conseiller les gouvernements sur les environnements financiers et réglementaires à mettre en place pour favoriser les partenariats public-privé et sur les dispositions à prendre pour intégrer ce type de partenariats dans les stratégies, la planification et les politiques d'investissement nationales, y compris les cadres d'investissement du PDDAA.	La présente demande sera traitée dans un programme de travail comprenant un appui aux services agroalimentaires des ministères de l'Agriculture. En outre, la Division des infrastructures rurales et des agro-industries de la FAO participe à des initiatives innovantes de financement destinées à mobiliser des fonds en faveur des plans d'investissement (notamment à l'Initiative pour le développement du secteur agroalimentaire et des agro-industries en Afrique - ID3A). La FAO a lancé un ensemble de mesures visant à fournir des lignes directrices et des solutions stratégiques favorisant l'intégration, le développement des agro-industries conduites par le secteur privé et les partenariats public-privé. Une sorte de plateforme sera mise en place afin de mieux appuyer les pays de la région en ce qui concerne la promotion de modèles commerciaux sans exclusive.
27d. La Conférence a demandé à la FAO de fournir des informations analytiques, ventilées et plus détaillées sur les partenariats public-privé afin de mieux comprendre ce qui fonctionne en Afrique, qui participe et quels sont les avantages et les répercussions de ces partenariats sur les petits producteurs, en particulier les femmes et les jeunes.	Étude en cours des cadres réglementaires des partenariats public-privé à l'appui de développement de la filière agroalimentaire en Afrique subsaharienne; exploitation d'une étude des partenariats public-privé à l'échelle mondiale (Division des infrastructures rurales et des agro-industries et Bureau régional pour l'Afrique); actions de plaidoyer, engagement et partenariat dans diverses instances liées aux partenariats public-privé en Afrique subsaharienne (forums 2012 et 2013 sur la révolution verte en Afrique).
27g. La Conférence a demandé à la FAO de conseiller aux gouvernements d'accorder une attention particulière aux mesures à prendre pour protéger les intérêts des petits producteurs et des petits transformateurs, notamment les femmes et les jeunes.	Afin de renforcer les relations et transactions commerciales entre les petits producteurs et les petits transformateurs d'une part et les entreprises commerciales du secteur agricole d'autre part, la FAO a expérimenté un modèle commercial intégrateur dans sept pays africains dont le but est d'améliorer les relations commerciales entre des groupes de petits agriculteurs et leurs acheteurs directs. La FAO appuie aussi les efforts consentis par l'Union africaine en faveur de la jeunesse en contribuant aux composantes

	<p>de la Charte africaine de la jeunesse qui visent à promouvoir la création d'emplois ruraux décents. Cette stratégie se traduit concrètement dans au moins sept pays africains par un appui stratégique et technique en ce qui concerne l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes.</p>
--	---

VII. Questions relatives aux politiques régionales et mondiales et questions relatives à la réglementation: Dialogue entre parties prenantes sur le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition	
RECOMMANDATIONS	OBSERVATIONS
30. La Conférence a approuvé la recommandation de la trente-septième session du CSA concernant l'élaboration d'un Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition via un processus multipartite.	<p>Des pays d'Afrique centrale, orientale et australe bénéficient d'une assistance dans le cadre de la rédaction de documents nationaux sur la nutrition, qui sont considérés comme partie intégrante de la cartographie des actions engagées en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces documents sont élaborés par le biais d'ateliers de renforcement des capacités sur l'intégration de la nutrition dans les plans d'investissement du PDDAA (organisés en novembre 2011 pour l'Afrique de l'Ouest et en 2013 pour l'Afrique centrale, orientale et australe), tout comme la préparation de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN-2).</p> <p>ARC/14/4 CFS: 2013/40</p>
31. La Conférence a recommandé que les perspectives et les cadres régionaux soient pleinement reflétés dans les prochaines versions du Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition et a instamment demandé aux organisations et aux parties prenantes régionales de contribuer à cet objectif tout en tenant compte des avis exprimés aux niveaux national et local.	<p>À sa trente-neuvième session, en 2012, le CSA a adopté une première version du Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition avec le PDDAA comme perspective régionale pour l'Afrique. À sa quarantième session, en 2013, le Comité a approuvé la deuxième version du Cadre stratégique mondial (2013), qui comprend des recommandations générales sur la protection sociale à l'appui de la sécurité alimentaire et de la nutrition et sur la sécurité alimentaire et le changement climatique. Il a encouragé toutes les parties prenantes à promouvoir et utiliser ce document, tout en reconnaissant son caractère facultatif. Des délégués de la plupart des pays africains ont participé et contribué aux trente-neuvième et quarantième sessions du CSA.</p> <p>ARC/14/4</p>

34. La Conférence a demandé à la FAO de travailler avec les parties prenantes concernées en vue de faciliter l'élaboration de systèmes de cartographie des actions engagées en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition et d'en améliorer les performances.	<p>Les capacités de vingt parties prenantes du Niger, d'Angola, d'Éthiopie et du Malawi sont renforcées en ce qui concerne la méthode de calcul du score de diversité du régime alimentaire et la logique de l'échelle des expériences de l'insécurité alimentaire.</p> <p>Un système d'information sous-régional sur la sécurité alimentaire et la nutrition a été créé pour l'Union du fleuve Mano. Les capacités de parties prenantes nationales de pays membres (Côte d'Ivoire, Guinée, Libéria et Sierra Leone) sont renforcées en vue de produire et de diffuser des informations sous différentes formes.</p>
--	--